

CHAP 2 – LA CROISSANCE EST-ELLE SOUTENABLE ?

2.1 – LA CROISSANCE EST-ELLE COMPATIBLE AVEC LE DEVELOPPEMENT HUMAIN ?

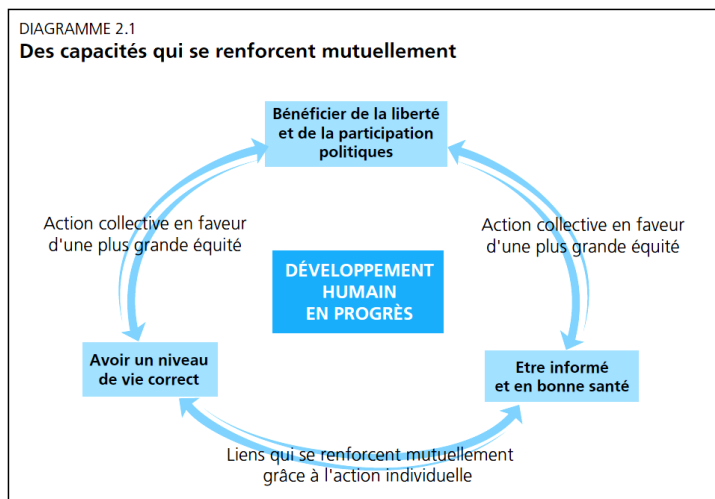
Introduction :

- ✓ La croissance économique, lorsqu'elle est plus élevée que celle de la population, se traduit par une hausse du niveau de vie grossièrement mesuré par le PIB par tête. Cette hausse des richesses matérielles par habitant se traduit-elle par une augmentation du bien-être des populations et par une hausse du développement humain ? L'accumulation de capitaux physique, humain, technologique, est-elle suffisante pour assurer une meilleure qualité de vie aux populations ? La croissance n'a-t-elle pas des effets négatifs sur la qualité de vie des personnes ? Comment peut-on s'y prendre pour mesurer l'amélioration du bien-être des individus ? Le PIB n'est-il pas un indicateur trop fruste pour le faire ?
- ✓ La croissance intensive se traduit également par une prédation de plus en plus importante sur les richesses naturelles que nous offre la planète. Ce mode de développement est-il généralisable à l'ensemble de la terre au moment où on s'aperçoit que le modèle de croissance des pays industriels se traduit par des dérèglements climatiques importants (réchauffement de la planète, pollutions diverses, épuisement des ressources naturelles...) ? Le développement actuel est-il durable ? Quelle Terre laisserons-nous aux générations futures ? Ceci pose le problème de la définition et de la mesure du développement durable ? Quels indicateurs doit-on prendre en compte pour s'assurer que les générations futures auront la possibilité de bénéficier du même bien-être que les générations actuelles ?
- ✓ Les dégâts de la croissance sur l'environnement naturel et humain sont-ils réparables ? Peut-on attendre de la croissance économique et des progrès scientifiques et technique la solution de tous nos problèmes ? Le marché est-il capable de réguler et de corriger les comportements humains dans le sens d'un développement durable ? Quelle politique l'Etat peut-il mener en faveur du développement durable ? Doit-il se contenter de réglementer ? Doit-il inciter les agents économiques en adoptant un système de taxation ou de subvention en faveur d'une « croissance verte » ? Peut-on mettre en place un marché des « droits à polluer » pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ? Pour quelle efficacité ?

A – La croissance peut favoriser le développement humain

a) – Les liens entre croissance et développement

1. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, **le développement économique** correspond à l'ensemble des transformations structurelles (économiques, sociales, politiques) qui accompagnent et entretiennent la croissance économique. Ces mutations sont structurelles (industrialisation, urbanisation, salarisation, tertiarisation...) et qualitatives (transformations des comportements, amélioration de la santé, allongement de l'espérance de vie, progrès des connaissances...). Elles rendent la croissance irréversible. Le concept de développement intègre l'idée de **progrès social** (amélioration des conditions de vie de la population, réduction des inégalités et de la pauvreté...). Le développement est donc un phénomène **qualitatif** alors que la croissance économique est un phénomène quantitatif.
2. **Le développement économique peut s'accompagner d'un développement humain** défini, par Mahbub ul Haq et Amartya Sen, comme un *processus « d'élargissement du choix des gens », mettant en avant la liberté de jouir d'une bonne santé, d'être éduqué et de profiter d'un niveau de vie décent*. Cette notion souligne également que le développement humain et le bien-être vont bien au-delà de la simple richesse matérielle.



3. **On peut établir une corrélation entre élévation du niveau de vie et développement humain.** Dans la plupart des pays du monde, un taux de croissance du PIB par tête élevé s'accompagne d'une hausse de l'IDH qui a tendance à converger vers les standards plus élevés. Ainsi, entre 1980 et 2011, le PIB par tête s'est accru de 7,8% par an en moyenne ce qui s'est traduit par une hausse annuelle moyenne de l'IDH de 1,73%. Dans le sens inverse, les éthiopiens qui ne connaissent qu'une hausse de leur niveau de vie que de 1,6% par an en moyenne ont vu leur IDH stagner. Le *rapport sur le développement humain* de 2010 décrit cette progression du développement humain à partir d'une batterie d'indicateurs.

Quelques indicateurs de développement

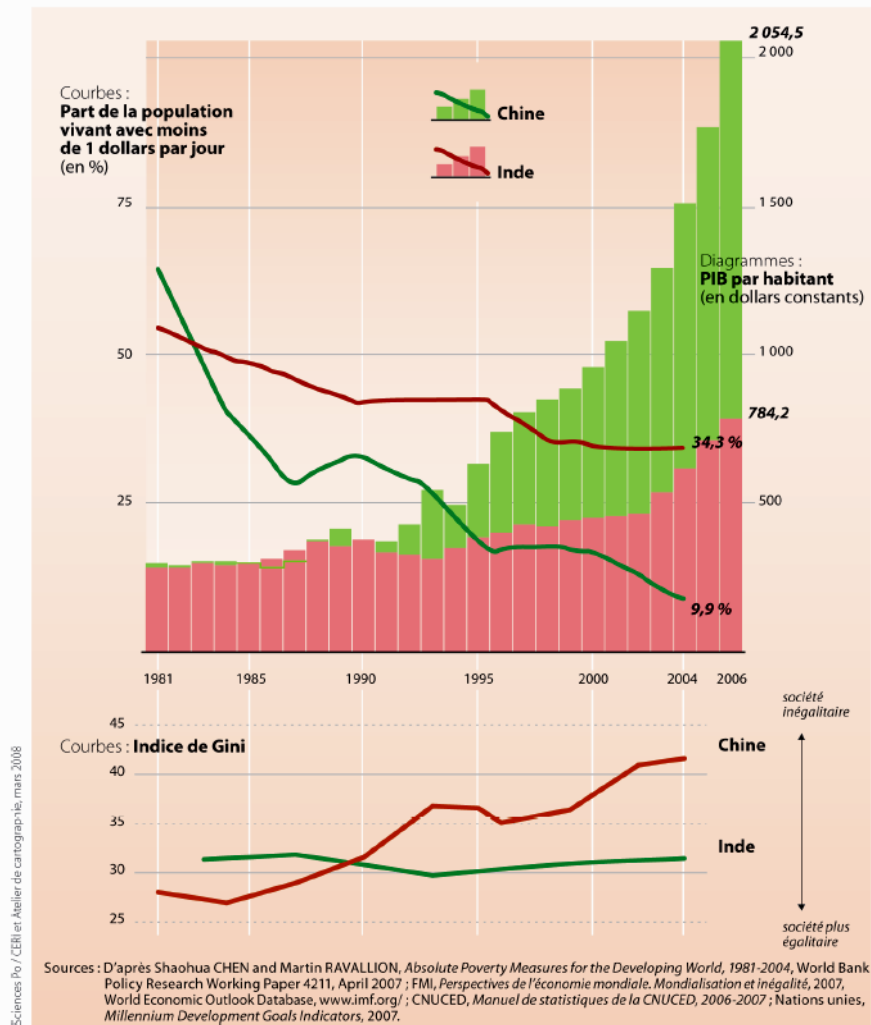
Pays	Taux de croissance annuel moyen entre 1980 et 2011		Part de l'agriculture dans la valeur ajoutée (% du PIB)		Téléphones mobiles (nombre d'abonnés pour 100 habitants)		Espérance de vie à la naissance ¹ (en années)	
	PIB par tête	IDH	1980	2010	1990	2010	1980	2010
Etats-Unis	2,4	0,27	3,0	1,0	3	97	74	79
Corée du sud	6,7	1,13	17,0	3,0	1	98	66	80
Chine	7,8	1,73	33,0	10,0	0	56	66	73
Inde	6,0	1,51	34,0	18,0	0	45	56	64
Ethiopie	1,6	0,09	61,0	51,0	0	5	44	56

(Source : PNUD, *Rapport sur le développement humain*, www.unpd.org et Banque mondiale, WDI 2012)

Espérance de vie à la naissance = le nombre d'années qu'un nouveau-né devrait vivre si les règles générales de mortalité au moment de sa naissance devaient rester les mêmes tout au long de sa vie.

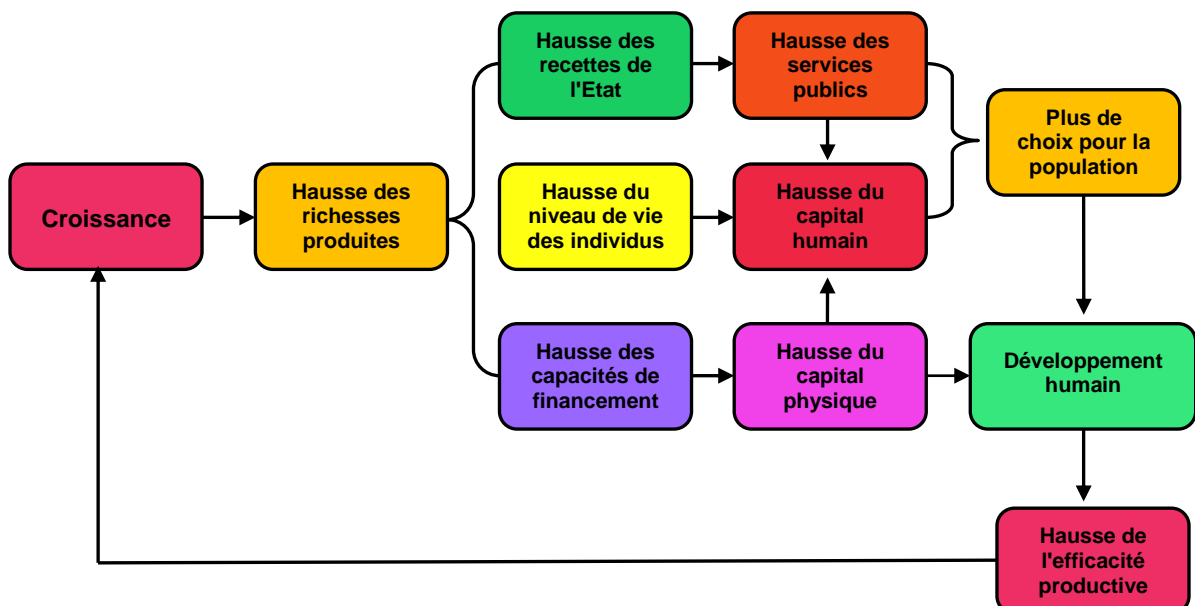
4. **La croissance économique a donc été favorable au développement humain** pour plusieurs raisons :
- ✓ Tout d'abord, la croissance s'est accompagnée de **transformations structurelles qui ont amélioré la qualité de la vie des populations et l'efficacité des organisations économiques**. Ainsi, Robert J. Gordon soutient que l'impact sur l'économie et la société de la deuxième révolution industrielle a été beaucoup plus marquant que la première ou la troisième. La traction motorisée a remplacé la traction animale, révolutionnant la vitesse. L'eau courante a remplacé les corvées du puisage de l'eau et de l'évacuation des eaux usées. Pétrole et gaz ont remplacé le pénible transport du charbon et du bois. La lampe électrique a remplacé la bougie. Les appareils électriques ont révolutionné les communications, les loisirs et, surtout, les tâches ménagères. La société s'est industrialisée et urbanisée. L'espérance de vie a fortement augmenté. La deuxième révolution industrielle a fait bien plus que modifier la productivité. Elle a profondément transformé l'existence des Américains, des Européens et, plus tard, des Japonais et des populations des pays émergents.
 - ✓ **Ensuite, l'accumulation de richesses permet de mieux satisfaire les besoins des populations**. D'une part, l'Etat, par des recettes fiscales et sociales plus importantes, va pouvoir financer les infrastructures (école, hôpitaux, routes...) qui élèvent le niveau de productivité par tête des populations (recul de l'analphabétisme, meilleur niveau d'instruction, hausse de l'espérance de vie, désenclavement des campagnes...) et améliorent la satisfaction de leurs besoins collectifs. D'autre part, les individus, en s'enrichissant, vont consacrer relativement moins d'argent aux besoins primaires et commencer à satisfaire des besoins secondaires (dépenses pour l'éducation, la santé, la culture, les loisirs...) ce qui va améliorer leur capital humain et leur qualité de vie. Enfin, les entreprises, en accumulant du capital physique et technologique, vont pouvoir innover et produire des biens ou des services répondant mieux aux besoins de la population (l'automobile, le téléphone mobile, les grandes surfaces, les plats surgelés...).
 - ✓ **Enfin, la croissance a fait également reculer la pauvreté, situation dans laquelle un individu ou un ménage n'arrive pas à satisfaire ses besoins physiologiques (pauvreté absolue) ou ses besoins sociaux (pauvreté relative)**. La Banque mondiale a fixé à 1,25 \$ par jour et par personne le seuil d'extrême pauvreté (on est passé de 1,9 à 1,4 milliards de pauvres dans le monde entre 1981 et 2005) et à 2 \$ le seuil de pauvreté. Ainsi, en Chine, la part des pauvres dans la population totale est passée de 63% en 1981 à 10% en 2006. De même en Inde, elle passe de 53% à 34% dans la même période. La croissance fait reculer la pauvreté pour deux raisons :
 - Elle augmente le niveau de vie des personnes pauvres ce qui leur permet de dépasser le seuil de pauvreté absolu. Si un pauvre passe de 2 \$ par jour à 2,25 \$, il ne figure plus dans les statistiques de la pauvreté ce qui ne signifie pas que ses conditions de vie s'améliorent sensiblement mais qu'il peut espérer dépasser le stade de la survie.
 - Elle augmente les capacités des personnes d'agir de façon plus autonome, de dépasser le simple stade de la subsistance journalière et de prendre en main leur destin.
 - Elle permet à l'Etat de prélever des ressources pour financer des prestations d'assistance aux pauvres ou pour mettre en place des infrastructures qui font reculer l'analphabétisme et l'espérance de vie.

figure 100 : PIB par habitant et pauvreté en Chine et en Inde, 1981-2006



b) – La croissance et le développement s'entretiennent réciproquement

5. On aboutit ainsi à un cercle vertueux entre croissance et développement. La croissance économique offre les richesses qui permettent aux populations d'accéder à un bon niveau de santé, à un meilleur niveau éducatif, à la participation politique... Une partie de ces richesses va être prélevée par les Etats qui vont investir dans les infrastructures nécessaires à la croissance (construction d'école, d'hôpitaux, de routes...). En retour, le système productifs et les populations seront plus efficaces ce qui accélérera la croissance.

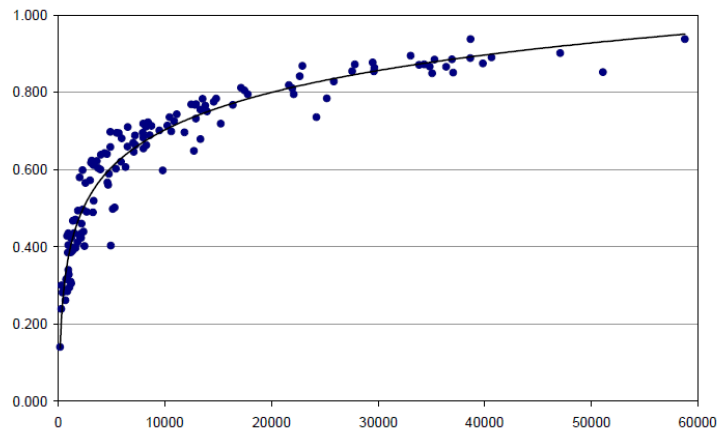


B – La croissance n'assure pas toujours le bien-être des populations

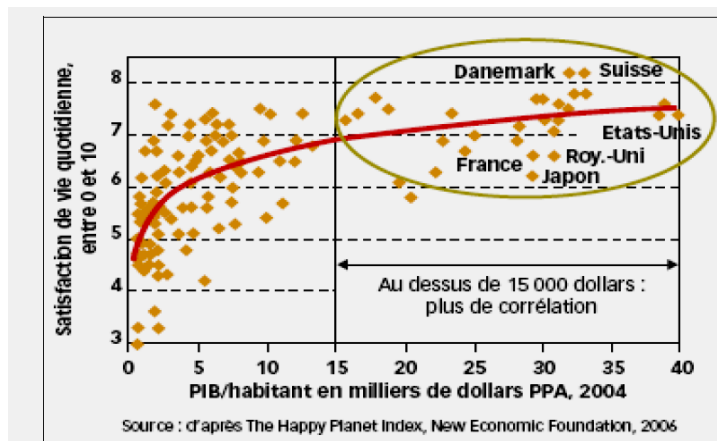
a) – La corrélation entre la hausse du PIB par tête et le bien être n'est pas assurée

1. La croissance ne se traduit pas toujours par une amélioration du degré de satisfaction des populations. On constate qu'à partir du seuil de 15 000 dollars par habitant, il n'y a plus de corrélation positive entre l'accroissement de la richesse distribuée et l'IDH ni avec le degré de satisfaction des populations. Le bien-être ne peut se confondre avec la richesse matérielle. C'est le « paradoxe d'Easterlin » du nom de l'économiste qui l'a mis en évidence en 1974. Ainsi, la proportion d'américains se déclarant « très heureux » n'aurait pas augmenté entre 1973 et 2003 malgré l'accroissement du PNB par tête de deux tiers. La même observation vaut pour les pays européens et le Japon.

PIB par habitant en dollars et IDH



PIB par habitant et niveau de satisfaction de la vie quotidienne¹



Niveau de satisfaction de la vie quotidienne¹ = Indice construit après enquête dans laquelle on demande aux enquêtés de se placer sur une échelle de 1 à 10 entre la pire vie qu'ils puissent imaginer et la meilleure possible.

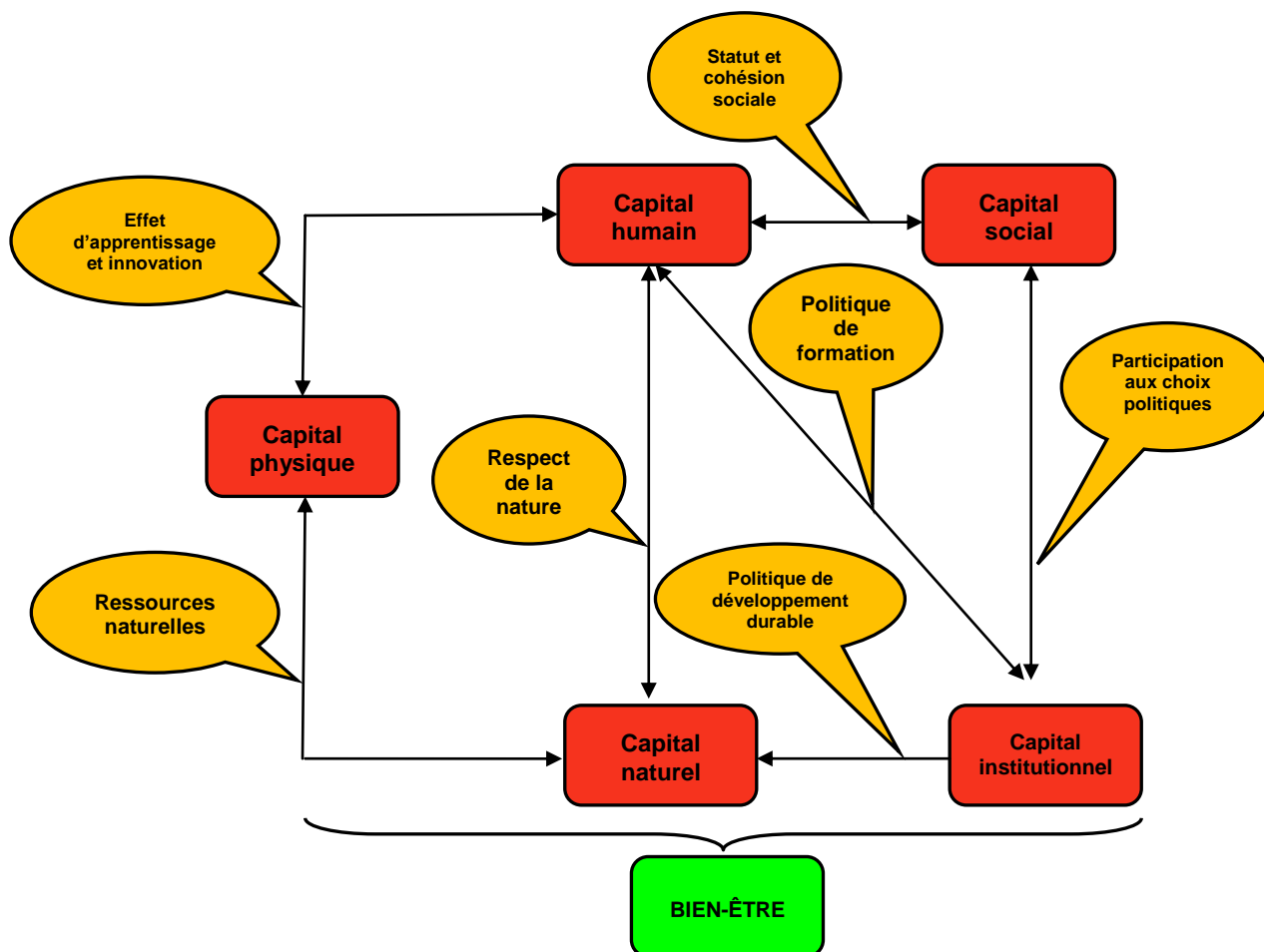
1. **1^{ère} explication** : Les richesses créées peuvent être très mal réparties et ne profiter qu'à une petite minorité. C'est le cas en Amérique Latine, en Afrique et dans une partie de l'Asie où des grandes fortunes s'accaparent une très grosse partie de la richesse produite. L'agronome français René Dumont a caractérisé cette situation par la notion de « mal développement ». Le coefficient de Gini est ainsi passé de 27 dans les années 1980 à plus de 42 en 2006 ce qui correspond à une forte augmentation des inégalités. Cette croissance des inégalités est également observée dans les pays riches. Ce sont les revenus des 1% les plus riches qui ont augmenté le plus durant ces deux décennies. Cette progression a été plus forte dans les pays anglo-saxons (les Etats-Unis ont retrouvé un niveau d'inégalité supérieur à celui du début du XXe siècle pour les 10% les plus riches qui s'accaparent 50% du revenu total) qu'en France, en Allemagne ou au Japon. Ce ne sont pas les bas revenus qui ont décroché. Ce sont les hauts revenus, et en particulier les très hauts salaires qui ont explosé. Les « working rich » ont remplacé les rentiers du premier XX^{ème} siècle.
2. **2^{ème} explication** : les richesses créées peuvent être de peu d'utilité pour la population. La croissance peut reposer sur l'augmentation de production à faible utilité sociale (l'armement, les cigarettes...) comme c'était le cas dans l'ex URSS, ce qui n'est pas comparable avec une croissance reposant sur des biens à forte utilité sociale (électricité, soins médicaux...). De même, l'utilité d'un bien pour un individu décroît avec la quantité de ce bien. Si chacun comprend qu'un deuxième téléviseur apporte une certaine utilité dans la mesure où il permet à Monsieur et Madame de regarder deux programmes distincts, on imagine mal quelle pourrait être l'utilité d'un dixième téléviseur dans une famille de quatre personnes, alors qu'il occupe un espace précieux. Au-delà d'un certain seuil, l'accumulation de biens n'apporte donc pas plus de satisfaction.

3. **3^{ème} explication** : les individus prennent l'habitude de leur niveau de richesse. Ce « paradoxe d'abondance » provient du fait que ce qui est devenu facile d'accès se retrouve à terme moins utilisé/désiré que lorsque l'accès en était difficile (« on s'habitue à tout »). Le degré de satisfaction n'augmente donc pas forcément lorsqu'on s'enrichit.
4. **4^{ème} explication** : les individus comparent leur niveau de richesse à celle des autres. Pour améliorer son bien-être un individu doit améliorer sa situation matérielle relativement à celle des membres de son groupe de référence. S'il arrive à améliorer sa position relative, il va inciter les autres à faire des efforts pour le rattraper ce qui crée une insatisfaction permanente. Autrement dit, dans les pays riches, les inégalités de revenus heurtent davantage que dans les pays pauvres parce qu'elles paraissent moins légitimes comme l'avait déjà remarqué Tocqueville. Aussi, Robert Easterlin exhortait les individus à consacrer moins de temps et d'efforts à leurs activités professionnelles (et donc à accepter de gagner moins), et, en contrepartie, à prendre plus de loisirs pour pouvoir se consacrer davantage aux vraies sources de bonheur, dont principalement la santé et les relations familiales et sociales.
5. **5^{ème} explication** : cet écart entre les aspirations et le niveau de vie matériel est accentué par la publicité, l'apparition de biens nouveaux et la différenciation sociale qui créent de nouvelles insatisfactions qui les incitent à travailler davantage sans jamais avoir le sentiment d'être satisfait. En effet, le temps consacré au travail est pris sur le temps domestique et le temps libre. Les individus sont donc obligés de travailler davantage pour obtenir des biens qui leur restituent le temps libre perdu (acheter des plats surgelés pour éviter d'avoir à faire la cuisine...). La course à la consommation privilégie l'avoir au détriment de l'être.

b) – Le bien-être résulte de l'interaction cumulative de cinq types de capital

1. La théorie des « capacités » de l'Indien Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998, souligne que l'important, pour les politiques de développement, n'était pas seulement d'accroître la richesse globale –qui peut être très inégalement distribuée –, ni même de se contenter de répartir équitablement des ressources de base, sans prendre en compte la diversité biologique et sociale des individus. Il faut plutôt favoriser la liberté réelle de chaque personne, notamment les plus désavantagées, de choisir différents modes de vie ayant pour elles un sens. D'où le rôle crucial des politiques de santé et d'éducation. En définissant la « capacité » par la *liberté et l'épanouissement des différentes potentialités humaines*, Sen rejetait toute vision abstraitement utilitariste de l'individu. De nombreuses dimensions entrent en compte dans le « bien-être » ou la « qualité de vie » qui ne se limitent pas aux aspects purement matériels ou monétaires, comme la santé, l'éducation, le degré d'insertion sociale, les conditions de travail, la sécurité physique et économique (risque de chômage), le respect de la nature, la qualité de l'environnement...
2. Fort de cette analyse, les économistes considèrent que le bien-être dépend de l'accumulation de cinq types de capital :
 - ✓ Le capital physique ou technique comprend tous les biens de production, c'est-à-dire le capital fixe (biens d'équipement durables, bâtiments, logiciel) et le capital circulant (matières premières, services intermédiaires, produits semi-finis...) qui sont engagés dans la production et qui sont un facteur de croissance. On peut considérer que plus le stock de capital physique est élevé et plus le niveau de la population sera élevé ce qui garantit un certain bien-être. Le fait d'être propriétaire de son logement, par exemple, outre le statut social qu'il confère, diminue l'insécurité en matière de logement et offre un certain bien-être que les non propriétaires n'ont pas toujours.
 - ✓ Le capital humain regroupe les capacités physiques et intellectuelles d'un individu ou d'un groupe d'individus qu'il met en œuvre dans la production et dans ses activités quotidiennes. Il peut être accumulé par la formation initiale, la formation permanente et l'expérience. L'éducation importe pour la qualité de la vie indépendamment de ses effets sur les revenus ou sur la productivité de chacun. L'éducation est étroitement liée à l'évaluation que chacun fait de sa vie, même en faisant abstraction du revenu plus élevé qu'elle peut engendrer. En outre, les personnes ayant un niveau d'éducation élevé bénéficient généralement d'un meilleur état de santé, souffrent moins du chômage, nouent plus de relations sociales et sont plus engagées dans la vie civique et politique.
 - ✓ Le capital social prend la forme d'un réseau de relations familiales, amicales, professionnelles, associatives qu'un individu peut mobiliser dans ses différentes activités. Pour Coleman, la régularité des contacts permet l'établissement de relations de confiance, mais aussi la surveillance mutuelle au sein de la communauté ; confiance et/ou surveillance garantissent le respect des règles et des engagements pour le bénéfice des membres de la communauté. Pour Putnam, les contacts, notamment au sein d'associations volontaires, transforment les individus : le fait d'appartenir à un groupe développerait ainsi au fil du temps le sens du bien commun et de la réciprocité. Putnam montre ainsi qu'aux États-Unis, les États à haut niveau de capital social présentent de meilleurs résultats scolaires, un meilleur état de santé de la population, moins de criminalité, moins de fraude et d'évasion fiscale, et que les gens s'y déclarent plus heureux que dans les autres États. De même les liens sociaux permettent d'assurer une certaine sécurité de vie (en cas de chômage, en cas de divorce, la famille est une institution sur laquelle on peut compter) et d'obtenir un certain nombre d'avantages (on trouve souvent un emploi grâce à ses relations, par exemple).

- ✓ **Le capital institutionnel** regroupe l'ensemble des institutions (Etat, entreprise, mariage,...) qui fixent les règles et les valeurs d'une société et qui président à l'intégration économique, sociale et politique des individus. La représentation politique fait partie intégrante de la qualité de vie. Intrinsèquement, la possibilité de participer en qualité de citoyens à part entière, d'avoir un rôle dans l'élaboration des politiques, de s'opposer sans crainte et de s'exprimer contre ce que l'on juge mauvais sont des libertés fondamentales. Sur le plan pratique, la représentation politique peut servir de correctif à la politique des pouvoirs publics : elle peut obliger les dirigeants et les institutions publiques à rendre compte de leurs actes, révéler les besoins des gens et ce à quoi ils attachent de la valeur, et appeler l'attention sur des carences importantes. La représentation politique réduit en outre les risques de conflit et favorise le renforcement du consensus sur les questions-clés, en ayant des retombées positives sur l'efficacité économique, l'équité sociale et la participation du plus grand nombre à la vie publique. Les possibilités de représentation politique et le degré de réactivité du système politique dépendent des caractéristiques institutionnelles de chaque pays, telles que la présence d'une démocratie qui fonctionne, le suffrage universel, des médias libres et des organisations de la société civile. Elles dépendent aussi de certains aspects cruciaux de la gouvernance, tels que les garanties législatives et l'état de droit.
 - ✓ **Le capital naturel** regroupe les ressources diverses offertes par la nature qui peuvent être engagées dans la production ou qui peuvent offrir des services gratuits (richesse de la mer, du sous-sol, beauté d'un paysage, tempérance du climat...). Les conditions environnementales sont importantes non seulement pour la soutenabilité, mais également en raison de leur impact immédiat sur la qualité de la vie des gens. Premièrement, elles agissent sur la santé humaine, à la fois directement (par la pollution de l'air et de l'eau, les substances dangereuses et le bruit) et indirectement (par le changement climatique, les transformations des cycles du carbone et de l'eau, la perte de biodiversité et les catastrophes naturelles qui nuisent à la santé des écosystèmes). Deuxièmement, les gens bénéficient de services environnementaux, tels que l'accès à l'eau propre et à des aires de loisirs, et leurs droits dans ce domaine (notamment droits d'accès à l'information environnementale) sont de plus en plus largement reconnus. Troisièmement, les gens valorisent les aménités ou les désagréments environnementaux, et ces évaluations influent sur leurs choix (par exemple de leur lieu d'habitation). Enfin, les conditions environnementales peuvent occasionner des variations climatiques et des catastrophes naturelles, comme la sécheresse et les inondations, qui portent atteinte tant aux biens qu'à la vie des populations touchées.
3. Or, ces différents capitaux interagissent et se cumulent pour favoriser le bien-être ou la qualité de la vie.



c) – Le bien-être se dégrade sous l'effet de la croissance intensive

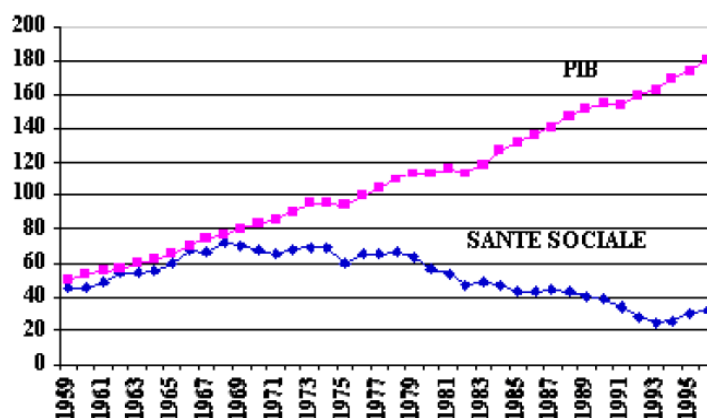
1. En 1996, deux chercheurs américains, Marc et Marque-Luisa Miringoff, ont produit un **indicateur global de « santé sociale »** pour leur pays, en faisant la moyenne de 16 indicateurs disponibles, dont chacun prend des valeurs comprises entre 0 et 100. » Les indicateurs retenus, qui prennent en compte les inégalités, la pauvreté, le chômage, la déviance, sont donnés dans le tableau suivant :

Indicateurs retenus pour calculer l'Indicateur de santé sociale.

Enfants	Jeunes	Adultes	Agé(e)s	Tous les âges
Mortalité infantile Maltraitance des enfants Pauvreté infantile	Suicide des jeunes Usage de drogues Abandons d'études universitaires Mères adolescentes	Chômage Salaire hebdomadaire moyen Couverture par l'assurance maladie	Pauvreté des plus de 65 ans Espérance de vie à 65 ans	Délits violents Accidents de la route mortels liés à l'alcool Accès à un logement à un prix abordable Inégalités de revenu

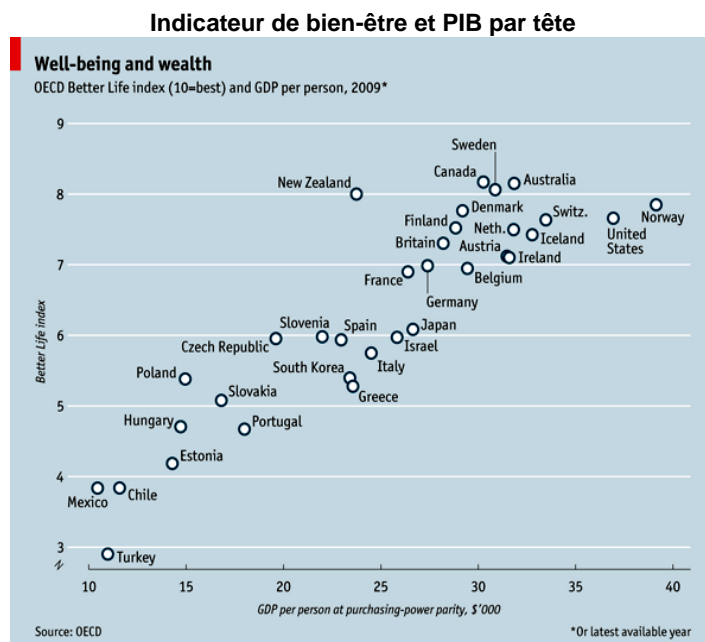
Or, alors que le PIB américain était multiplié par 3,6 entre 1959 et 1996, l'indicateur de santé sociale chute de moitié à partir du milieu des années 1970. La qualité de vie semble donc s'être dégradée après les trente glorieuses. Comment expliquer ce constat ?

Indice de santé sociale et croissance du PIB aux Etats-Unis entre 1959 et 1996 (Indice 50 = 1959)

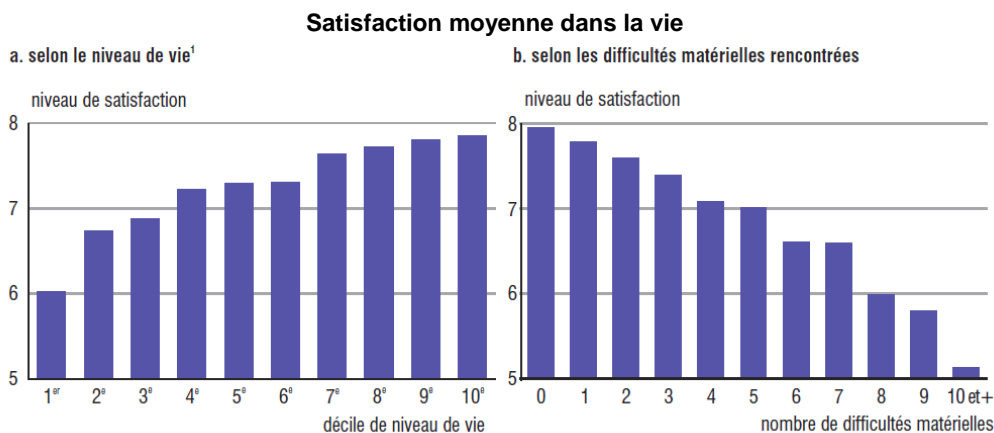


2. **La croissance économique, mesurée par la hausse du volume du PIB à long terme, n'est pas toujours synonyme d'amélioration du bien-être pour tous.** En effet, la croissance intensive, fondée sur la hausse continue des gains de productivité a plusieurs effets négatifs pour la qualité de vie de la population :
- ✓ **D'une part, une partie de la population n'a pas profité des fruits de la croissance.** L'augmentation du chômage et de la précarité de l'emploi ont provoqué un déséquilibre dans le partage des richesses au détriment des plus pauvres. L'insécurité sociale et la peur du déclassement, qui en résulte, a détérioré le bien-être de la population des pays développés.
 - ✓ **D'autre part, on peut constater une usure du capital humain, liée à la dégradation des conditions de travail.** Le « juste à temps » impose une flexibilité et une rapidité de réaction qui se traduit par une « gestion par le stress » peu propice à la réflexion. A cela s'ajoute une durée du travail de plus en plus discontinu (horaires décalés, travail de nuit, travail le dimanche...) qui met en péril une vie de famille équilibrée. Enfin, on observe une dégradation des conditions d'hygiène et de sécurité : exposition aux produits toxiques, maladies professionnelles (amiante...), croissance des accidents du travail, croissance des arrêts maladie liés à la pénibilité physiologiques et psychologiques du travail (troubles musculo-squelettiques, augmentation des dépressions, suicides sur les lieux de travail). La croissance a donc des **coûts sociaux** importants en termes de santé.
 - ✓ **Ces difficultés au travail ont des conséquences négatives pour le capital social.** Les relations sociales se dégradent au sein de la famille. Le chômage et la précarité augmentent le risque de rupture conjugale et la montée des familles monoparentales. Au-delà de la famille, la confiance dans l'autre s'amointrit. Les individus ont tendance à se replier sur leur sphère privée et à développer des phénomènes de rejet pour tout ce qui leur apparaît comme étranger (séparatisme social, xénophobie, homophobie...). Ce manque de cohésion au sein des sociétés développées nuit au bien-être général.
 - ✓ **Ce climat général de défiance n'est pas sans conséquence pour le capital institutionnel.** La confiance dans les capacités de l'Etat à résoudre les problèmes économiques et sociaux s'émousse. La participation politique et à la vie sociale diminue comme le montre la hausse du taux d', la baisse de l'adhésion à un syndicat ou à la participation aux grèves. Les individus ont l'impression de ne plus pouvoir peser sur les décisions politiques ce qui remet en cause la démocratie et le bien-être.

- ✓ Enfin, la dégradation de l'environnement et les pollutions diverses contribuent à un sentiment de mal-être. Le stock du capital naturel n'est pas inépuisable et l'avenir des générations futures semble incertain.
- 3. Il est difficile d'évaluer les liens entre les différentes dimensions de la qualité de la vie. Cependant, pour mesurer l'évolution du bien-être, on peut adopter deux types de mesure.
- ✓ Une mesure objective consiste à construire des indices synthétiques qui sont une moyenne pondérée d'indicateurs reflétant plusieurs dimensions. Ainsi, l'indice de santé sociale prend en compte des indicateurs économiques (inégalité des revenus, taux de chômage...) et sociaux (mortalité infantile, suicide, délinquance...) qui montre que le bien-être recule ou stagne dans les pays développés alors que le PIB par tête continue d'augmenter. En 2011, l'OCDE a mis au point l'indice « mieux vivre » comme alternative au PIB (<http://www.oecdbetterlifeindex.org/>). Cet indicateur, qui regroupe 19 variables, est destiné à mesurer le bien-être des habitants des 34 pays développés membres de l'OCDE (le niveau d'éducation, le niveau de sureté, le niveau de vie, la qualité de l'emploi, l'espérance de vie...). Or, on peut observer une certaine corrélation entre l'indice du « mieux vivre » et le PIB par tête ce qui semblerait infirmer le « paradoxe d'Easterlin ».



- ✓ Une mesure subjective, fondée sur les réponses que fournissent les individus lorsqu'on leur demande par exemple s'ils sont heureux ou satisfaits de la vie qu'ils mènent. Elle a l'avantage de fournir des statistiques simples : proportion d'individus se déclarant très heureux ou très satisfaits. L'indice correspond à la moyenne des niveaux de satisfaction déclarés sur une échelle de 1 à 10. Or, dans les pays riches, l'augmentation du PIB ne se traduit pas par une amélioration du degré de satisfaction des populations et, même, dans certains cas, par une baisse. Passé un certain seuil de développement, les aspects monétaires du niveau de vie perdent donc de l'importance par rapport aux autres dimensions.



En France, en 2010, quand on demande aux personnes d'indiquer leur niveau de satisfaction dans la vie, elles répondent en moyenne 7,3 sur une échelle de 0 à 10. La satisfaction augmente systématiquement avec le niveau de vie, mais dans le haut de la distribution le gain de satisfaction est plus faible et d'autres dimensions que le revenu interviennent. Les conditions de vie matérielles sont, parmi les facteurs mesurés, celui qui joue le plus sur le bien être ressenti. Viennent ensuite la santé, le travail et la famille. Il apparaît aussi que l'effet du chômage sur la qualité de vie est fort, indépendamment de la perte de revenu associée, mais celui des conditions de travail difficiles l'est aussi s'agissant des personnes en emploi (les deux effets sont du même ordre de grandeur).